



ECOLOGISTES

A savoir.....





LE SCANDALE DE L'ÉLECTRICITÉ VERTE : 134 MILLIARDS EXTORQUÉS AUX FRANÇAIS

La Cour des comptes vient de dévoiler un vol honteux, une escroquerie qui a impacté tous les Français, notamment les plus modestes.



Christian de Moliner Professeur agrégé et écrivain

La Cour des comptes vient de dévoiler un vol honteux, une escroquerie qui a impacté tous les Français, notamment les plus modestes. Pourtant, les médias n'en parlent pas ou peu, alors qu'il devrait faire les grands titres des journaux.

Une telle mansuétude s'explique par l'escroquerie écologique, car ce qui est en cause est la gestion de l'électricité dite verte, une fumisterie qui ruine nos compatriotes au nom de la lutte contre un réchauffement climatique dont les effets sont surévalués.

Ceux qui installent des éoliennes ou des panneaux solaires sont assurés d'un prix de revente supérieur au prix du marché et EDF est tenu d'acheter toute l'électricité produite, même si elle n'en a pas besoin.

Quiconque veut mettre des panneaux solaires sur son toit doit déposer une déclaration de travaux à la mairie, qui accepte presque toujours (?) sauf si les bâtiments se trouvent dans des zones classées. Les éoliennes sont simplement tenues d'obtenir un permis de construire. Selon la Cour des comptes, EDF s'est engagée à acheter pour 134 milliards d'euros de cette prétendue électricité verte sur vingt ans, soit près de sept milliards par an.





Et ce sont les Français qui financent cette dispendieuse folie par l'intermédiaire d'une taxe sur la consommation d'électricité qui ne cesse – et pour cause – de s'alourdir.

Tout le monde paye, y compris nos compatriotes les plus modestes, une centaine d'euros par ménage et par an. Effrayant ! Et cette manne n'a pas servi à créer des emplois en France, car les panneaux solaires proviennent, dans leur grande majorité, de Chine et les éoliennes sont souvent allemandes. Nous enrichissons l'étranger, alors que notre commerce extérieur est gravement déficitaire.

Si, encore, ces sept milliards annuels extorqués aux Français étaient écologiquement utiles... Or, il n'en est rien! Même si le réchauffement climatique sera probablement plus faible que ce qu'on nous annonce régulièrement, il est normal que l'État veuille fermer des centrales thermiques et inciter à produire de l'électricité qui n'émette pas de gaz carbonique (simple principe de précaution).

Mais la France n'est pas l'Allemagne. Avec nos centrales nucléaires, nous étions le pays d'Europe qui émettait le moins de CO2 en produisant son électricité.

Notre bilan carbone était exemplaire (même si on ne peut nier le danger de fuites radioactives comme au Japon).

Qu'avions-nous besoin de faire appel à des filières dont le bilan écologique est mauvais (fabriquer des panneaux solaires ou des éoliennes n'est pas très bon pour l'environnement).

Et, surtout, qu'avions-nous besoin de subventionner la production d'une électricité superfétatoire. Certes, on a décidé en haut lieu de limiter la part du nucléaire à 50 % (pourquoi ce chiffre ? Pourquoi pas 60 % ou 40 % ?), mais cette stratégie suicidaire est une erreur gravissime.

Il aurait mieux valu continuer à exploiter à fond nos centrales (en prenant toutes les précautions possibles) afin de les rentabiliser au maximum et de jouir de notre avantage indéniable sur les autres nations. Serions-nous le pays le plus bête au monde ?





Éoliennes – La face noire de la transition écologique

En 2019, Fabien Bouglé, auteur de Éoliennes – La face noire de la transition écologique : vers un scandale environnemental mondial, alarme la société sur un véritable danger pour l'écologie : le secteur éolien. Depuis 10 années, Fabien Bouglé se bat contre ce que l'on attendait tous comme le grand remède à notre transition énergétique et écologique. Qu'est ce qui explique cette prise de conscience contre l'éolien, moyen énergétique anti-écologique ?

Entretien réalisé par Louis de la Houplière

Votre livre remet en question tout ce que l'école et les pouvoirs publics ont de plus cher : la transition énergétique et écologique, via le projet éolien. Quel est le but de vos recherches, qui vous placent à contre-courant de la doxa dominante ?

Depuis une vingtaine d'années, les pouvoirs publics français, mais aussi étrangers, ont fait de l'installation d'éoliennes le symbole absolu de la politique de transition écologique et son corollaire de transition énergétique. Visibles de très loin, les éoliennes, par leur aspect totémique, ont permis de faire croire aux populations que les états s'engageaient réellement dans une politique écologique devenue emblématique après le tsunami à Fukushima, mais aussi en raison des scores électoraux des partis dits « écologistes ».

Les écologistes font la guerre au nucléaire et défendent l'énergie éolienne. Vous parlez dans votre livre d'une face cachée de l'éolien, qui obscurcit cette quasi-religion autour de l'énergie liée au vent ; en quoi consiste ce grand paradoxe ?

Les campagnes médiatiques des promoteurs éoliens, facilitées par la manne financière gigantesque consacrée à cette filière, la diffusion de ce symbole dans la communication institutionnelle, la propagande dans les écoles ont fini par créer un dogme : les éoliennes allaient sauver la planète... et il fallait d'urgence les multiplier. Elles ont même fini par incarner un symbole quasi mystique.

Malgré cela et après des années de lutte pour éclairer les esprits sur leur danger tant d'un point de vue écologique qu'en termes de finances publiques, on peut constater une modification importante de leur perception par les médias et les institutions. Juste avent la crise sanitaire du covid, le président Emmanuel Macron avait déclaré le 21 janvier 2020, que « la capacité à développer massivement l'éolien est réduite », car « le consensus sur l'éolien est en train de nettement s'affaiblir dans notre pays ».

La publication de mon livre – sorti en octobre 2019 – qui a été transmis à de nombreux représentants de l'état a joué ce rôle d'électrochoc et remis en cause ce que vous nommez « la doxa dominante ». Mais cela n'a pas empêché le gouvernement, profitant de la crise





sanitaire, de décider l'installation de 12 000 éoliennes supplémentaires en France d'ici à 2028. (NDLR : à ce jour 8 000 éoliennes sont installées en France).

Il existe des chiffres officiels incontestables. La France est d'abord et avant tout un pays dont la production d'électricité est à 90 % décarbonée par le nucléaire et l'hydroélectrique.

Notre pays est donc l'un des meilleurs élèves au monde en termes de décarbonation. Installer des éoliennes c'est diminuer une production nucléaire décarbonée par une production électrique intermittente.

Or, le facteur de charge des éoliennes n'étant que de 22 %, lorsqu'elles ne tournent pas, EDF doit faire fonctionner des usines au gaz ou au pétrole fortement émetteurs de gaz à effet de serre.

Cet aspect a été rappelé par la commission de régulation de l'énergie lors de la commission d'enquête parlementaire créée par le député Julien Aubert en 2019.

Non seulement les éoliennes n'augmentent pas la décarbonation de notre pays qui est déjà exceptionnelle, mais en plus elle contribue à l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre par l'utilisation d'usines aux énergies fossiles lorsqu'elles ne tournent pas.

En Allemagne, ce sont les usines au charbon qui sont couplées aux éoliennes. La cour fédérale allemande a dénoncé en 2019 le fait que, malgré 500 milliards d'euros consacrés aux énergies renouvelables, dont l'éolien, elle n'a pas connu de baisse de ses émissions des gaz à effet de serre. La politique éolienne germanique est un échec retentissant et on voudrait prendre ce pays en modèle.

En outre les matériaux utilisés par les constructeurs éoliens sont soit non recyclables soit négatifs pour l'environnement. Les pales d'éoliennes sont en fibre de verre ou de carbone non recyclable. Les fumées produites par leur incinération sont cancérigènes. Lors de leur démantèlement, les pales d'éoliennes doivent être enfouies dans des décharges. Depuis la sortie de mon livre où j'évoque ce sujet, Bloomberg a réalisé un reportage très intéressant en mettant en avant des photographies spectaculaires de décharges d'éoliennes aux États-Unis.

(NDLR: à ce jour 8 000 éoliennes sont installées en France).

Par ailleurs, les mécanismes des nacelles d'éoliennes contiennent des terres rares en quantité, en particulier le néodyme, dont l'extraction est réalisée en Chine notamment à Baotou. Selon les chiffres du Bureau de recherches géologiques et minières et le ministère de l'Écologie, il faut 200 kilos de terres rares pour une petite éolienne et une tonne pour une éolienne en mer.

Ces métaux nécessitent 10 bains d'acide sulfurique et oxalique et les déchets contiennent des éléments hautement radioactifs. On est loin de l'image idyllique des éoliennes





assimilées par l'ONG Greenpeace à de jolies fleurs dans les paysages pour sauver la planète.

Vous soulevez le danger de l'éolienne pour le monde animal et l'environnement. Peuton dire que ce projet à visée écologique est en train de tuer l'écologie ?

Oui, là encore les études internationales sérieuses et universitaires sur les conséquences des éoliennes sur le monde animal sont édifiantes. Nouveau-Mexique, Inde, île de Man, France, Australie, partout dans le monde, les spécialistes de la biodiversité alertent sur leurs conséquences désastreuses sur la nature : diminution des populations d'oiseaux marins par deux ou trois au large de l'île de Man, pertes importantes des rapaces et en particulier du milan royal relevées en Inde, en Suisse ou au Luxembourg, échouages de baleines à proximité de centrales éoliennes au large du Rhode Island ou en mer du Nord en Europe, mortalité inexpliquée de vaches dans différentes exploitations en France, décès de visons au Danemark, et hécatombe mondiale de chauves-souris pourtant essentielles à nos écosystèmes.

Les études se multiplient sur l'impact en particulier des infrasons produits par les éoliennes sur les animaux et malgré cela les ONG environnementales ou de défense des oiseaux (WWF, LPO, FNE, GreenPeace, etc.) font la sourde oreille, se rendant complices de ce massacre.

Leurs sources de financement expliquent en grande partie leur silence voire leur approbation à cette atteinte à la biodiversité sous prétexte de sauver la planète. On assiste là à une véritable négation du projet écologique par les associations qui s'érigent en gardiennes morales de l'environnement et des animaux. Aujourd'hui, les soi-disant associations écologistes se sont placées du côté des industriels qui détruisent la nature sous prétexte d'écologie. Il y a un mois Mickael Moore a sorti un documentaire très intéressant – déjà vu 8,5 millions de fois –, Planet for Human, qui fait ce constat aux États-Unis. La prise de conscience que l'écologie est tuée par de soi-disant écologistes devient un phénomène mondial.

Le problème est d'ordre écologique, mais aussi économique ; quels sont les coûts générés par cette « énergie verte », qui auraient amorcé, en partie, la crise des gilets jaunes ?

Là encore, de nombreuses institutions ont alerté sur le coût astronomique des éoliennes. La Commission de régulation de l'énergie, la cour des comptes en 2018, la commission des finances de l'assemblée nationale en 2019, toutes ont évalué le coût futur de la politique des éoliennes (en mer et sur terre) entre 80 et 120 milliards d'euros pour les prochaines années sans compter les dépenses passées qui se chiffrent en dizaines de milliards d'euros. À cela, il convient d'ajouter le coût de modification des réseaux électriques évalué par RTE à environ 35 milliards d'euros.





Toutes ces dépenses sont payées par les consommateurs sur leur facture d'électricité ou sur leur facture d'essence via la taxe carbone. Des taxes servent à payer les subventions des promoteurs éoliens qui touchent 83 euros le mégawattheure pour les éoliennes sur terre et environ 180 euros le mégawattheure pour les 6 projets d'éoliennes en mer alors que le prix de marché est de l'ordre de 40 euros le mégawattheure. Avec la crise du covid, ce prix de marché s'est même effondré : il était fixé à 18 euros le jeudi 27 mai.

Avec la crise sanitaire, les promoteurs éoliens qui bénéficient d'un prix garanti voient leurs subventions fortement augmenter puisque la différence entre le prix garanti et le prix de marché est beaucoup plus forte, cela risque de faire augmenter d'autant la masse financière considérable que doivent payer les français en particulier sur leur facture d'essence.

En effet, la Commission de régulation de l'énergie a expliqué il y a un an que ces subventions aux promoteurs éoliens étaient financées par un compte d'affectation spéciale (CAS) alimenté par la taxe carbone dont l'augmentation est à l'origine de la crise des gilets jaunes. Il y a un lien très étroit entre la politique éolienne de notre pays et la crise des gilets jaunes...

Ce qu'il faut retenir c'est que les milliards d'euros ponctionnés aux Français servent en réalité à alimenter les profits considérables des fonds de pension étrangers propriétaires de ces centrales éoliennes. En fait, l'argent des Français sert à financer la retraite des pays étrangers. C'est un incroyable constat, mais c'est la pure vérité, car une grande partie des centrales éoliennes n'appartiennent pas à des groupes énergétiques français.

Votre livre critique le pouvoir des lobbyistes sur les décisions de l'État. En tant qu'élu municipal, pensez-vous que les élus locaux disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour faire stopper le projet éolien ?

Par des réformes successives, le gouvernement et en particulier les différents ministres de l'écologie ont dans le domaine éolien supprimé des voies de recours, testé la suppression des commissaires enquêteurs, supprimé le premier degré de juridiction, supprimé les avis préalables du conseil national de la protection de la nature, et diminué le pouvoir décisionnel des élus et maires ...

Bref toutes ces mesures ont été prises pour accélérer les installations des éoliennes en dépit des résistances citoyennes ou même des élus. Cela rend la situation intenable et effectivement les élus mêmes dans la majorité ont bien du mal à lutter contre les projets éoliens qui leur sont imposés avec la complicité des préfets aux ordres.

Nous sommes dans une situation que j'ai nommée dans mon livre de « dictature verte ». La décision doit s'imposer coûte que coûte et la population n'a plus son mot à dire. Sur le terrain, cela devient insupportable et cela explique la radicalisation du monde rural de plus en plus remonté contre les éoliennes.





La construction des éoliennes requiert des matériaux dont la France ne peut assumer l'approvisionnement. Finalement, le grand projet écologique de l'éolienne est entravé par l'importation d'éléments nécessaires venant de Chine. Ce phénomène de dépendance est-il contesté en France ?

Les terres rares constituent l'élément de fabrication de l'éolienne ayant le plus d'enjeux géostratégiques à l'échelle mondiale. En effet, la chine a conquis un quasi-monopole mondial de l'extraction de terres rares. Les seules mines de Baotou en Mongolie réalisent à elles seules 70 % de la production mondiale de terres rares. Ces métaux sont d'ailleurs au cœur du conflit commercial opposant les États-Unis et la Chine qui profite de sa position monopolistique pour s'affirmer sur la scène politique et commerciale mondiale.

Nos sociétés écologiquement correctes sont très dépendantes de ces terres rares qui causent, nous l'avons vu par ailleurs, de véritables désastres environnementaux. C'est la raison pour laquelle nos sociétés occidentales ont préféré délocaliser la pollution générée par ces terres rares loin en Chine. La fabrication des voitures électriques, des ordinateurs, des téléphones et bien sûr des éoliennes est, comme je l'ai dit précédemment, très consommatrice de terres rares. Contrôlant le marché des terres rares, la Chine peut évidemment imposer ces éoliennes manufacturées dans ces usines.

À cet égard on remarquera que la France subventionne une industrie qui lui a totalement échappé. En effet, notre pays ne dispose d'aucun, je ne dis bien d'aucun constructeur d'éoliennes. Si bien que pour installer nos centrales éoliennes, il nous faut utiliser des éoliennes danoises (Vestas), hispano-allemandes (Siemens-Gamesa), ou chinoises (Godwind). En France nous nous contentons juste de mettre en place des chaînes d'assemblage comme un pays sous-traitant.

Là encore cela pose d'énormes problèmes de balance commerciale puisque nous subventionnons une filière dont les retombées industrielles ne bénéficient qu'à la marge à notre pays. Cet aspect commence à être dévoilé, mais constitue une importante « anomalie » dont les représentants de l'État ont peine à se rendre compte. Nous finançons à fonds perdu l'industrie étrangère et cela devient très grave.

Quel est l'impact des éoliennes sur le territoire ? Peut-on dire que l'on assiste à une baisse d'attractivité progressive du terroir français, pourtant réputé pour la qualité de ses paysages ? Cela doit avoir des conséquences sur le tourisme, à n'en pas douter...

Partout où les éoliennes sont installées, on assiste à une multiplication des résistances populaires. Les décisions prises à Paris de multiplier les éoliennes ont créé une rupture sociologique entre le monde rural ou littoral qui subit de plein fouet les conséquences dramatiques de l'installation des centrales éoliennes et le monde urbain et en particulier parisien qui rêve d'une société écologique, mais laisse aux ruraux le soin de subir les conséquences d'une telle politique.

Les éoliennes sur terres peuvent faire jusqu'à 240 mètres de haut pales comprises et la distance d'implantation est d'au minimum 500 mètres. Dans les campagnes, il y a des ruraux en situation de détresse, des suicides, des dépressions. Le monde des pêcheurs doit laisser la place au promoteur éolien et cela de manière autoritaire.





Du Tréport à Saint-Brieuc et jusqu'à Noirmoutier, la pêche traditionnelle est en grand danger. Partout où les éoliennes ont été installées, le tourisme baisse. Là encore des études détaillées ont montré que les touristes ne veulent pas s'installer dans un lieu de villégiature qui donne directement sur une centrale éolienne.

Un projet de 22 éoliennes est prévu sur la montagne Sainte-Victoire, emblématique de l'œuvre du peintre Cézanne. Les promoteurs éoliens, avec la complicité d'un état aveuglé, sont prêts à tout détruire pour imposer leurs machines infernales. La tension est à son comble dans les campagnes et sur les côtes.

Finalement, à vous lire, on a l'impression de se trouver au cœur d'une véritable guerre économique. Les éoliennes seraient-elles le symbole d'un conflit économique mondial ?

Oui, nous sommes en guerre, une guerre d'un nouveau genre où les acteurs industriels s'imposent dans un paysage en détruisant le cadre de vie de nos concitoyens et cela dans toutes les régions. Mais nous sommes également dans une guerre économique dont peu de nos gouvernants ont conscience, aveuglés qu'ils sont par la nécessité de « plaire » aux leaders d'opinion écologiques qui sont main dans la main avec les promoteurs éoliens.

L'Allemagne a intérêt à voir réduire en France notre parc nucléaire non seulement dans la mesure où elle profite du marché des éoliennes dont elle est un des leaders mondiaux, mais aussi parce que, en accroissant le coût de notre électricité, elle permet de baisser la compétitivité de notre industrie. Ne parlons pas des États-Unis qui ont toujours en sous-main œuvré pour la destruction de notre avancée technologique dans le domaine du nucléaire. Bref, certains pays ont tout intérêt à nous affaiblir économiquement en nous vendant des solutions électriques archaïques et polluantes avec les éoliennes tout en détruisant notre nucléaire qui constitue un élément phare de notre souveraineté électrique.

Ce n'est pas étonnant dans ce contexte que l'Allemagne ait réussi à installer au sein même des locaux du ministère de l'Écologie un organisme de lobbying de droit allemand, l'OFATE (Office Franco-Allemands pour la transition écologique), ayant pour vocation notamment de développer la filière éolienne. Une véritable hiérarchie parallèle s'est ainsi créée au sein même de nos institutions. Alors, oui, nous sommes en guerre, mais encore une fois nos gouvernants n'en ont pas encore conscience ou font semblant de ne pas le voir.

Source: https://www.revueconflits.com/eolienne-face-noire-ecologie-fabien-bougle/